**ARRÊTÉ PRONONCANT**

**LA SUSPENSION D’UN FONCTIONNAIRE**

(*Fonctionnaire stagiaire*)

Le Maire de **........................** ,

Le Président de **…………..** ,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 89-677 du 18 septembre 1989 modifié relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu’il est reproché à **M………………………………………** d’avoir commis une faute grave *(ou que* ***M ………………………………….*** *est poursuivi(e) devant un tribunal répressif pour une infraction de droit commun)* et qu’il y a lieu dans l’intérêt du service de suspendre l’agent de ses fonctions en application des dispositions de l’article 30 de la loi du 13 juillet 1983 précitée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - À compter du **………………………** , **M……………………………** , ……………………..*(grade, qualité)* est suspendu(e) de ses fonctions.

ARTICLE 2 - La présente décision implique de saisir le Président du Conseil de discipline sans délai du dossier de **M………………………** selon les règles de procédure en vigueur.

ARTICLE 3 - La présente suspension est effective jusqu’à ce qu’une décision définitive intervienne sur le dossier de **M…………………………..** , mais, en tout état de cause, pour une durée maximale de 4 mois allant jusqu’au **………………..** inclus.

ARTICLE 4 - Pendant la période de suspension, **M………………………** conserve l’intégralité de son traitement, de l’indemnité de résidence et du supplément familial de traitement.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté sera :

 - notifié à l'agent,

 - transmis au comptable de la collectivité.

 - transmis au Président du Centre de Gestion.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à compter de sa notification, par courrier adressé au Tribunal administratif de Bordeaux ou par l’application Télérecours citoyen accessible à partir du site : www.telerecours.fr.

 Fait à **........................**,

 Le ........................,

 Le Maire,

NOTIFIE A L'AGENT LE :

(date et signature)

**……………………………..**